



**PRÉFET  
DES PYRÉNÉES-  
ORIENTALES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction des Collectivités et de la Légalité  
Bureau du Contrôle de Légalité de l'Urbanisme et de l'Environnement

Perpignan, le 19 janvier 2026

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° PREF/DCL/BCLUE/2026 019 - 0001**

abrogeant la prescription de l'article 2.1.4 de l'arrêté préfectoral n° 1062/1997  
du 11 avril 1997 portant autorisation d'exploiter une carrière à ciel ouvert sur le territoire  
de la commune de Tarerach (n° AIOT : 0006601516)

Le Préfet des Pyrénées-Orientales,  
Chevalier de l'Ordre national du mérite,

- Vu** le Code de l'environnement, et en particulier son article R. 181-45 ;
- Vu** le Code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L. 121-1 et L. 122-1 ;
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret présidentiel du 16 juillet 2025 portant nomination de Monsieur Pierre REGNAULT de la MOTHE en qualité de Préfet des Pyrénées-Orientales ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° PREF/SCPPAT/2026-016-0001 du 16 janvier 2026 portant délégation de signature à Monsieur Bruno BERTHET, Sous-préfet, Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 1062/1997 du 11 avril 1997 portant autorisation d'exploiter une carrière à ciel ouvert sur le territoire de la commune de Tarerach ;
- Vu** le mémoire annexé à son courrier du 14 novembre 2025 dans lequel la société IMÉRYC CÉRAMICS FRANCE sollicite l'abrogation de la prescription de l'article 2.1.4 de l'arrêté préfectoral du 11 avril 1997 susvisé ;

- Vu** le rapport n° 2025-186-PR/EX daté du 17 décembre 2025 établi par l'inspection des installations classées à l'issue de son contrôle, le 4 décembre 2025, de la carrière à ciel ouvert de feldspath que la société IMÉRY'S CÉRAMICS FRANCE exploite route départementale D35c, lieu-dit « Valat de la Gracia » à Tarerach ;
- Vu** le projet du présent arrêté transmis le 23 décembre 2025 par courrier à la société IMÉRY'S CÉRAMICS FRANCE, qui n'a formulé aucune observation ;
- Considérant** que depuis 2008, la production annuelle de la carrière de feldspath que la société IMÉRY'S CÉRAMICS FRANCE exploite à Tarerach n'a pas dépassé 1 000 tonnes ;
- Considérant** en outre, que dans son mémoire susvisé, la société IMÉRY'S CÉRAMICS FRANCE indique que la production annuelle de cette carrière n'excédera pas 1 200 tonnes par an, jusqu'à la fin de sa période d'exploitation de 30 ans autorisée qui arrivera à échéance le 11 avril 2027 ;
- Considérant** dès lors que le trafic routier généré pour évacuer cette production demeurera sensiblement inchangé et représentera une circulation d'à peine un peu plus de 3 camions par mois sur la route départementale n° D35c ;
- Considérant** que la prescription de l'article 2.1.4 de l'arrêté préfectoral 11 avril 1997 susvisé avait initialement pour finalité, au regard de la trentaine de camions par mois prévue pour évacuer la production de la carrière, de déterminer si des aménagements étaient nécessaires pour assurer la sécurité des usagers de la route départementale n° D35c ;
- Considérant** par ailleurs, que lors de sa visite d'inspection du 4 décembre 2025 susmentionnée, l'inspection des installations classées a pu constater que les mesures minimales permettant d'assurer la sécurité des usagers de la route départementale n° D35c étaient respectées : panneaux et panonceaux annonçant la sortie d'une carrière, débouché de la carrière sur la route départementale permettant une giration des camions acceptable ;
- Considérant** de ce qui précède, que le maintien de la prescription de l'article 2.1.4 de l'arrêté préfectoral 11 avril 1997 susvisé n'apparaît plus justifié ;
- Considérant** enfin, qu'en application des dispositions du 3<sup>e</sup> alinéa de l'article R. 181-45, Monsieur le Préfet a la possibilité d'atténuer des prescriptions initiales dont le maintien en l'état n'est plus justifié ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales,

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1**

La prescription de l'article 1.2.4 de l'arrêté préfectoral du 11 avril 1997 susmentionné est abrogée.

## **ARTICLE 2 - PUBLICATION**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'Environnement, en vue de l'information des tiers :

- Une copie de l'arrêté est déposée en mairie de Tarerach et peut y être consultée ;
- Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du Maire ;
- L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État du département des Pyrénées-Orientales, pendant une durée minimale de quatre mois.

## **ARTICLE 3- DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Conformément à l'article L. 181-17 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R. 181-50 du Code de l'environnement, il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Montpellier (34000) 6 rue Pitot, soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr> :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
  - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
  - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Conformément à l'article R. 181-51 du Code de l'environnement, en cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre du présent arrêté, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. Cette notification doit être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant cet arrêté. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

Suivant les dispositions de l'article L. 514-6-III du Code de l'environnement, les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

#### **ARTICLE 4 - EXÉCUTION**

Le Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, le Maire de la commune de Tarerach, les Officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société IMÉRYS CÉRAMICS FRANCE, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales et dont une copie sera adressée :

- à Monsieur le Maire de la commune de Tarerach ;
- au Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Pour le Préfet et par délégation,  
le Secrétaire général



Bruno BERTHET